

## La France pour un statut intermédiaire d'observateur pour l'Etat palestinien

21 septembre 2011 – Alors que le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a annoncé qu'il présenterait vendredi une lettre de candidature de la Palestine pour devenir membre des Nations Unies, le Président de la France, Nicolas Sarkozy s'est prononcé mercredi en faveur d'une « étape intermédiaire » avant la pleine reconnaissance de l'Etat palestinien, celle d'un statut d'Etat observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Nous sommes aujourd'hui devant un choix très difficile. Chacun sait bien qu'une reconnaissance pleine et entière du statut d'Etat membre de l'ONU ne peut être obtenue dans l'immédiat pour la Palestine. La raison première est le manque de confiance entre les principaux acteurs. Mais qui pourrait douter qu'un veto au Conseil de sécurité risquerait d'engendrer un cycle de violence au Proche-Orient ? » a déclaré le Président français dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

« Faut-il pour autant exclure une étape intermédiaire ? Pourquoi ne pas envisager pour la Palestine le statut d'Etat observateur aux Nations Unies ? Ce serait un pas important. Surtout nous sortirions d'un immobilisme qui ne profite qu'aux extrémistes. Nous redonnerions un espoir en marquant des progrès vers un statut final », a-t-il ajouté.

Nicolas Sarkozy a proposé de reprendre les discussions dans un mois, de parvenir à un accord sur les frontières et la sécurité dans six mois et à un accord définitif dans un an.  
« Et la France propose d'accueillir, dès cet automne, une Conférence des donateurs afin que les Palestiniens puissent parachever la construction de leur futur Etat, déjà remarquable et salué par la communauté internationale », a dit le Président français.

« Ne cherchons pas d'emblée la solution parfaite. Il n'y en a pas ! Ne croyons pas que nous allons trouver tout de suite la réponse définitive. C'est impossible. Choisissons la voie du compromis, qui n'est pas un renoncement, qui n'est pas un reniement, mais qui permet d'avancer, pas à pas, étape par étape », a-t-il ajouté.

« Nous ne pouvons plus attendre pour prendre le chemin de la paix », a-t-il martelé citant l'immense espoir que le printemps arabe a suscité dans la région et dans le monde.  
« Nous n'avons pas le droit de décevoir leur espérance. Nous n'avons pas le droit de briser leur rêve. Car cette espérance déçue, ce rêve brisé donnerait raison aux fanatiques qui, dans l'ombre, n'ont pas renoncé à dresser l'Islam contre l'Occident en attisant partout la haine et la violence », a promis le Président français.

Pour M. Sarkozy, il est temps de changer de méthode soulignant que trop d'acteurs majeurs sont laissés de côté pour résoudre le conflit en Moyen-Orient. L'Europe, tous les membres permanents du Conseil de sécurité, les Etats arabes ainsi que les Israéliens et les Palestiniens sont nécessaires pour instaurer la paix, a-t-il indiqué.

Le Président français a invité les dirigeants palestiniens à réaffirmer le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël. Il a également invité les Israéliens à faire preuve de retenue et à s'abstenir de gestes qui préjugeraient du statut final.

« L'objectif ultime de la négociation de paix doit être la reconnaissance mutuelle de deux Etats nations pour deux peuples, établis sur la base des lignes de 1967 avec des échanges de territoires agréés et équivalents », a dit M. Sarkozy.

Le Président français estime que « le moment est venu de bâtir la paix ».

« Je le dis avec gravité aux représentants de toutes les nations. Nous devons assumer une responsabilité historique. Ne manquons pas ce rendez-vous avec l'Histoire. Cette tragédie doit cesser. Elle a trop duré. Ne perdons plus temps. Le temps nous est compté », a-t-il conclu.